

[print](#)

Japon: nouvelles lois pour assouplir les restrictions sur l'armée

De [Ben McGrath](#)

Global Research, janvier 13, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/japon-nouvelles-lois-pour-assouplir-les-restrictions-sur-larmee/5424228>

Le gouvernement du premier ministre Shinzo Abe se prépare à soumettre à la Diète (parlement japonais) une série de nouvelles lois permettant au Japon de contourner sa constitution et de prendre part à des guerres d'agression. Si elle est adoptée, la législation donnera au gouvernement plus de pouvoirs pour aller en guerre au nom de l'«auto-défense collective».

Les lois donneront au premier ministre le droit d'envoyer les Forces japonaises d'autodéfense (FJA), l'armée japonaise, contre les navires étrangers qui pénètrent dans ses eaux, contre des individus qui atterrissent sur des îles revendiquées par le Japon, ou dans le cas où un navire japonais est attaqué dans les eaux internationales. À l'heure actuelle, les soldats ou la marine peuvent uniquement être déployés dans de telles situations par le ministre de la Défense, suite à une décision du cabinet.

Ces changements, qui visent principalement la Chine, augmentent le risque de conflits militaires. Tokyo et Pékin sont actuellement impliqués dans un conflit territorial par rapport aux îles Senkaku/Diaoyu dans la mer de Chine orientale. La Chine a envoyé des navires dans la région afin de réclamer ces îles. Le 30 décembre, trois navires de la garde côtière chinoise ont pénétré dans les eaux revendiquées par le Japon aux environs des îles Senkaku – le dernier de 32 incidents similaires l'an dernier. De janvier à septembre dernier, il y a aussi eu 208 incursions par des bateaux de pêche chinois.

Envoyer l'armée plutôt que la garde côtière représenterait une autre escalade dangereuse et provocatrice de la part de Tokyo. En 2012, le gouvernement du Parti démocrate du Japon (PDJ) a intensifié les tensions par rapport aux îles Senkaku en «nationalisant» trois des cinq îles après les avoir achetées de leurs propriétaires privés japonais.

Une autre loi en préparation donnerait le droit au premier ministre d'envoyer l'armée outre-mer sans avoir à consulter le parlement. Présentement, la Diète doit adopter une nouvelle loi chaque fois que l'armée est déployée. Le Parti libéral-démocrate (PLD) d'Abe, actuellement au pouvoir, et son partenaire de coalition, le Komeito (anciennement le Nouveau Komeito), doivent entamer des discussions formelles sur le projet de loi en janvier.

La législation fait suite à la «réinterprétation» de la constitution par le gouvernement l'an dernier dans le but d'autoriser la soi-disant «auto-défense collective», c'est-à-dire permettre à l'armée japonaise de prendre part aux guerres d'agression menées par les États-Unis. Actuellement, les FJA peuvent uniquement être déployées dans des régions où il y a de faibles probabilités que ses troupes soient attaquées. Tokyo a soutenu les guerres menées par les États-Unis en Afghanistan et en Irak, où le Japon a envoyé des navires de guerre et 600 soldats dits non-combattants.

Abe a souligné la nécessité de prendre part à des opérations de dragage de mine dans le détroit d'Ormuz comme exemple d'une manière que les FJA pourraient être déployées. L'accent sur le Moyen-Orient, où les États-Unis ont lancé une nouvelle intervention en Irak en plus de l'étendre à la Syrie, souligne l'importance de cette région riche en ressources pour l'impérialisme japonais. En 2013, Abe a promis de consacrer 2,2 milliards de dollars au Moyen-Orient, d'où provient 83 pour cent du pétrole importé au Japon et qui couvre environ la moitié des besoins énergétiques de celui-ci.

Washington exige aussi que le Japon apporte ces changements législatifs afin de faciliter sa

participation au «pivot» américain vers l'Asie, qui vise à miner économiquement et militairement la Chine. De nouvelles orientations militaires entre les États-Unis et le Japon ont été formulées en octobre, mais ont été mises en suspens jusqu'à ce que le Japon adopte les nouvelles lois. Les orientations, d'abord annoncées en 1978 puis révisées en 1997, établissent les rôles communs des armées américaine et japonaise.

New Komeito, le partenaire de coalition du PLD qui se présente comme un parti pacifiste, a exprimé des craintes quant aux nouvelles lois militaires. Toutefois, le parti a soutenu les plans d'Abe, affirmant le mois dernier que le gouvernement doit «procéder prudemment (avec les lois sur la sécurité) afin de gagner la confiance de la population». Le New Komeito a aussi indiqué son appui lorsqu'il a soutenu la «réinterprétation» de la constitution par Abe l'an dernier.

Abe a déclenché une élection précipitée le mois dernier dans le but de consolider son pouvoir pour aller de l'avant avec son programme d'austérité économique et de remilitarisation du Japon. Après sa prise du pouvoir en décembre 2012, il a augmenté le budget militaire, recentré la doctrine stratégique contre la «menace» chinoise, et assoupli les restrictions légales et constitutionnelles sur l'armée.

La détermination d'Abe à raviver le militarisme japonais est démontrée par la nomination de Gen Nakatani comme nouveau ministre de la Défense. Nakatani est un des principaux défenseurs de la transformation de l'armée japonaise de «force d'autodéfense» en armée à part entière. Il a été, sous le premier ministre Junichiro Koizumi en 2001-2002, le chef de l'Agence de la défense avant qu'elle soit transformée en Ministère de la Défense en 2007 au cours du premier terme d'Abe comme premier ministre.

Comme plusieurs autres membres du cabinet d'Abe, Nakatani est un membre du Nippon Kaigi, ou la Conférence japonaise. Le Nippon Kaigi est un regroupement de représentants politiques et militaires d'extrême-droite qui présente faussement la Seconde Guerre mondiale comme une guerre pour la libération de l'Asie de l'impérialisme occidental, nie les atrocités commises par l'Armée impériale, et prône l'enseignement des «valeurs patriotiques» dans les écoles.

La nomination de Nakatani comme ministre de la Défense enflammera sans aucun doute les tensions avec la Chine et la Corée du Nord. Il veut autoriser des attaques préventives par l'armée japonaise. Il a affirmé plus tôt cette année: «Pensez à ce qui arriverait si les États-Unis se retireraient. Nous devons penser à (acquérir) la capacité de répondre, car nous ne pouvons attendre la mort les bras croisés».

En 2009, Nakatani a affirmé encore plus explicitement: «La Corée du Nord représente une sérieuse menace pour le Japon. Nous devons envisager une défense antimissile active, telle l'attaque de territoires ou de bases ennemis». Les États-Unis ont déjà fait usage de la doctrine d'une «guerre préventive» pour lancer des guerres d'agression en Afghanistan et en Irak. Nakatani utilise le même prétexte pour que l'impérialisme japonais poursuive ses objectifs agressifs.

Au cours de son premier passage comme chef de l'armée japonaise, Nakatani a soutenu les invasions américaines de l'Afghanistan et de l'Irak. Tetsuo Kotani, de l'Institut japonais des Affaires internationales, a dit de Nakatani: «Il est un vieil ami des États-Unis, ce qui signifie que les programmes militaires de Washington et Tokyo seront davantage alignées dans le futur».

En fait, le gouvernement Abe exploite l'alliance avec les États-Unis pour justifier la remilitarisation comme moyen de défendre les intérêts stratégiques et économiques du Japon, lesquels pourraient entrer en conflit avec ceux de Washington dans le futur.

Ben McGrath

10 janvier 2015

These might interest you:

No related posts.

Copyright © 2015 Global Research